



SIGMA
Créer le changement ensemble



Initiative conjointe de l'OCDE et l'UE,
financée principalement par l'UE

Conférence ministérielle SIGMA

Pratiques de bonne gouvernance publique pour les citoyens et les entreprises

13-14 décembre 2017
OCDE, Paris, France

PROGRAMME



Conférence ministérielle SIGMA
Pratiques de bonne gouvernance publique pour
les citoyens et les entreprises
13-14 décembre 2017
Centre de conférences de l'OCDE, Paris, France

Je voudrais vous souhaiter une chaleureuse bienvenue à l'OCDE et vous remercier d'être venus à Paris pour faire partie de cette conférence importante. Nous apprécions également vos efforts personnels concernant les réformes de l'administration publique. C'est la première fois aujourd'hui, en 25 années, que tous les partenaires SIGMA sont réunis à un niveau ministériel pour débattre de la bonne gouvernance publique et de la manière dont celle-ci peut vous aider à obtenir de meilleurs résultats et offrir de meilleurs services à vos citoyens et vos entreprises. Nous avons le plaisir d'accueillir les ministres des Finances ainsi que les ministres responsables de l'Administration publique. Vos contributions sont essentielles à la réussite de cet événement. J'espère que vous profiterez de celui-ci pour développer votre réseau, discuter, partager vos idées et poser des questions. Et je vous remercie de faire part à SIGMA de la manière dont nous pouvons continuer à vous aider au mieux dans les années à venir.

Je vous souhaite un agréable séjour à Paris et espère que, lorsque vous retournerez chez vous, votre engagement envers la bonne gouvernance publique et la réforme de l'administration publique aura été enrichi par vos échanges lors de cet événement.



Karen Hill
Chef du Programme SIGMA

Mercredi 13 décembre

18:00-20:00

Réception officielle d'ouverture

Lieu : Salles George Marshall et Roger Ockrent, Château

Des intervenants de haut niveau donneront le ton de la conférence. Des acteurs clés de la réforme de l'administration publique auront la possibilité de se rencontrer et de mener des discussions informelles sur la manière d'impulser des changements positifs.

Discours de bienvenue :

Mari Kiviniemi, Secrétaire générale adjointe, OCDE

Rupert Schlegelmilch, Ambassadeur de la Délégation de l'Union Européenne auprès de l'OCDE

Deux ambassadeurs auprès de l'OCDE partageront l'expérience et le point de vue de leur pays sur la mise en place d'une bonne gouvernance :

Michelle d'Auray, Ambassadeur et Représentante permanente du Canada auprès de l'OCDE

Irena Sodin, Ambassadeur et Représentante permanente de la Slovénie auprès de l'OCDE

Les langues de travail de l'événement seront l'anglais et le français.

Jeudi 14 décembre

08:30-09:00

Inscription et café/thé de bienvenue

Lieu : Atrium du Centre de conférences de l'OCDE

09:00-09:30

Ouverture de la conférence

Lieu : Salle CC1

Discours de bienvenue :

Marcos Bonturi, Directeur, Direction de la Gouvernance publique, OCDE

Intervenants principaux :

Mari Kiviniemi, Secrétaire générale adjointe, OCDE

Jean-Eric Paquet, Secrétaire général adjoint, CE

09:30-10:45

Session plénière 1 : Comment l'administration publique devrait-elle évoluer pour être au service des citoyens dans une période difficile ?

Lieu : Salle CC1

Dans un contexte d'incertitude et de complexité croissante, les gouvernements sont confrontés à de nouveaux défis. Les institutions doivent être bien armées pour y faire face. Comment transformer les services gouvernementaux en associant les actions publiques à des approches innovantes pour les entreprises et les citoyens ?

Intervenant principal : **Marco Steinberg**, Fondateur de Snowcone & Haystack

Modérateur : **Edwin Lau**, Chef de Division, Réforme du secteur public, Direction de la gouvernance publique, OCDE

Intervenants :

- Senida Mesi, Vice-Première ministre, Albanie
- Vache Gabrielyan, Vice-Premier ministre, Arménie
- Dhurata Hoxha, Ministre de l'Intégration européenne, Kosovo*
- Mohamed Ben Abdelkader, Ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé de la Réforme de l'Administration et de la Fonction Publique, Maroc
- Irma Kavtaradze, Vice-ministre de l'économie et du développement durable, Géorgie

10:45-11:00

Pause-contacts avec café/thé

Lieu : Atrium

*Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/99 du Conseil de sécurité des Nations Unies ainsi qu'à l'avis consultatif de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

11:00-12:15

Session plénière 2 : Quel est l'impact de la gouvernance publique sur le développement économique à long terme ?

Lieu : Salle CC1

Une bonne gouvernance publique peut être un moteur important de croissance à long terme. Comment la réforme de l'administration publique peut-elle améliorer l'environnement des entreprises et stimuler l'entrepreneuriat ? Quels sont, dans l'administration publique, les éléments clés permettant d'ouvrir la voie à un développement économique stable et durable ?

Intervenant principal : **Jan Walliser**, Vice-président, Croissance équitable, finances et institutions, Banque mondiale

Modérateur : **Christian Kastrop**, Directeur de l'Unité des études politiques, Département des Affaires économiques, OCDE

Intervenants :

- Amr El Gahry, Ministre des Finances, Égypte
- Olexandr Danyliuk, Ministre des Finances, Ukraine
- Dušan Vujović, Ministre des Finances, Serbie
- Taoufik Rajhi, Ministre auprès du Chef du gouvernement chargé des Grandes Réformes, Tunisie
- Dragan Tevdovski, Ministre des Finances, Ex-République yougoslave de Macédoine
- Octavian Armaşu, Ministre des Finances, Moldavie

12:15-12:30

Photo de groupe

Lieu : Escalier du Centre de conférences de l'OCDE

12:30-14:00

Déjeuner

Lieu : Restaurant des Nations (1^{er} étage)

14:00-14:45

Débat 1 : Comment inscrire l'engagement des citoyens dans les réformes de l'administration publique ?

Lieu : Salle CC1

L'émergence de nouvelles vagues de mouvements sociaux et de mobilisation citoyenne, rendue possible par la technologie, crée de nouvelles opportunités de dialogue avec les citoyens. Comment les administrations peuvent-elles s'adapter et mettre ces nouvelles formes d'engagement citoyen au service du fonctionnement de leur société ?

Intervenant :

Alberto Alemanno, Fondateur et Directeur, The Good Lobby (ONG) ; Chaire Jean Monnet de Droit de l'UE, HEC/NYU

Modérateur : **Alastair Swarbrick**, Conseiller principal, SIGMA, OCDE

Réactions des ministres et des participants de haut niveau, suivi de commentaires par les autres participants :

- Oleksandr Saienko, Ministre, Cabinet des ministres, Ukraine
- Damjan Manchevski, Ministre de la Société de l'information et de l'Administration, Ex-République yougoslave de Macédoine

- Belkacem Bouchemal, Directeur Général, Direction Générale de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, Algérie
- Vusal Gasimly, Directeur exécutif du Centre présidentiel d'analyse des réformes économiques et de communication, Azerbaïdjan

14:45-16:15

Trois tables rondes interactives parallèles

Des rafraîchissements seront servis dans les salles de réunion

Des intervenants de haut niveau replaceront le contexte et conduiront des discussions stimulantes sur les sujets suivants :

Table ronde 1

Étayer les réformes économiques structurelles par une bonne gouvernance publique

Lieu : Salle CC16

Des études récentes montrent que des institutions efficaces sont indispensables pour que des politiques saines ouvrent la voie au développement économique. On peut faire valoir que de nombreux défis concernant la croissance d'un côté, et la gouvernance de l'autre, sont fondamentalement similaires. Des décideurs et des experts seront réunis pour débattre des données et exemples sur les types d'institutions et de systèmes de gouvernance nécessaires à un meilleur développement économique à long terme.

Intervenants :

Christian Kastrop, Directeur de l'Unité des études politiques, Département des Affaires économiques, OCDE

Katarína Mathernová, Directrice générale adjointe, Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement, CE

Modérateur : **Klas Klaas**, Conseiller principal, SIGMA, OCDE

Interventions planifiées :

- Arben Ahmetaj, Ministre des Finances et de l'économie, Albanie
- Vardan Aramyan, Ministre des Finances, Arménie
- Alain Bifani, Directeur Général du Ministère des Finances, Liban
- Nina Vujosevic, Secrétaire d'État aux Finances, Monténégro

Table ronde 2

Créer un environnement compétitif et favorable aux entreprises grâce à de meilleurs services publics

Lieu : Salle CC18

Les pays se livrent une concurrence sévère pour attirer les entreprises, tandis que les gouvernements essaient de garantir la qualité des services pour leurs citoyens et entreprises. Sur quels principaux outils les administrations doivent-elles se concentrer afin d'améliorer leurs services ? Les exemples de réussite et les obstacles communs concernant les services de haute qualité de l'État seront débattus.

Intervenants :

Edwin Lau, Chef de Division, Réforme du secteur public, Direction de la gouvernance publique, OCDE

Pia Gjellerup, Directrice, Centre national danois pour l'innovation dans le secteur public

Modérateur : **Peter Vági**, Conseiller principal, SIGMA, OCDE

Interventions planifiées :

- Hala Helmy El Said, Ministre de la Planification, du Suivi et de la Réforme de l'administration, Égypte
- Archil Karaulashvili, Vice-Premier ministre d'État chargé de l'intégration européenne et euro-atlantique, Géorgie
- Bojana Bošković, Directrice générale du système financier et de l'amélioration de l'environnement des affaires, ministère des Finances, Monténégro.

Table ronde 3

Développer une approche transparente, prévisible et responsable de la gouvernance publique pour contribuer à l'application de l'État de droit

Lieu : Salle E, Château OCDE

Assurer l'application de l'État de droit requiert des efforts constants, et ne peut être considéré comme « évident » ou « accompli » dès lors que le cadre légal approprié est en place. Comment faire pour garantir un large consensus ainsi qu'un engagement politique en vue de renforcer la capacité institutionnelle, afin de mettre en œuvre les réformes nécessaires ? Quelles sont les meilleures manières d'impliquer le secteur privé et la société civile dans la promotion et le renforcement de l'État de droit ?

Intervenants :

Slywia Spurek, Commissaire aux Droits de l'homme adjointe pour l'Égalité de traitement, Médiateur de Pologne

Calliope Spanou, Professeure d'Administration publique à l'Université nationale et capodistrienne d'Athènes ; ancienne Médiatrice de Grèce

Modérateur : **Lech Marcinkowski**, Conseiller principal, SIGMA, OCDE

Interventions planifiées :

- Josip Grubeša, Ministre de la Justice, Bosnie-Herzégovine
- Tetyana Kovtun, Secrétaire d'État adjointe, Cabinet des ministres, Ukraine
- Mohammed Diyer, Secrétaire général de la Cour des comptes, Maroc

16:15-17:00

Débat 2 : Pourquoi l'État de droit est-il important pour les citoyens et les entreprises ?

Lieu : Salle CC1

Nous vivons dans un contexte d'événements politiques difficiles, qui ont des répercussions sur les vies des citoyens, du point de vue de l'État de droit et de la justice constitutionnelle. Pourquoi les entreprises et les citoyens devraient-ils davantage se soucier de la valeur de l'État de droit, et de la manière dont il est appliqué dans nos sociétés ? Quelles sont les étapes concrètes pour y parvenir ?

Intervenant :

Gianni Buquicchio, Président de la Commission de Venise, Conseil de l'Europe

Modérateur : **Bianca Brétéché**, Conseiller principal, SIGMA, OCDE

Réactions des ministres et des participants de haut niveau, suivi de commentaires par les autres participants :

- Mahir Yağcilar, Ministre de l'Administration publique de Kosovo
- Iurie Ciocan, Directeur du Centre de la politique de la réforme, Moldavie
- Ambassadeur Selim Yenel, Sous-secrétaire, Ministère des Affaires européennes de Turquie

17:00-18:00

Séance de clôture

Lieu : Salle CC1

Des réactions sur les tables rondes seront apportées.

Rapporteurs:

Table ronde 1, Erika Bozzay, Conseillère principale , SIGMA, OECD

Table ronde 2, Bagrat Tunyan, Conseiller principal, SIGMA, OECD

Table ronde 3, Lech Marcinkowski, Conseiller principal, SIGMA, OECD

Les participants auront la possibilité de faire part de leurs impressions sur l'événement.

Conclusions de la conférence.

Intervenants :

Bernard Brunet, Chef d'Unité, Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement, CE

Karen Hill, Chef du Programme SIGMA

Modérateur: **Zsolt Szelecki**, Expert SIGMA

18:00-20:00

Réception de clôture et opportunités de contacts

Lieu : Atrium

Biographies des intervenants dans l'ordre d'apparition



Mari Kiviniemi, Secrétaire générale adjointe, OCDE

Mari Kiviniemi a pris ses fonctions de Secrétaire générale adjointe de l'OCDE le 25 août 2014. À ce titre, elle partage son expérience afin de renforcer l'impact et la pertinence des travaux de l'OCDE, et contribuer à relever le défi que représente pour les politiques publiques la réalisation d'une croissance inclusive forte, fondée sur l'emploi, l'égalité et la confiance.

Mme Kiviniemi supervise les thématiques de l'efficacité et de l'efficacité de la Gouvernance, du Développement territorial ; des Échanges et de l'Agriculture ; des Statistiques ainsi que l'Initiative du Vivre mieux ; mais aussi de l'Entrepreneuriat, des PME et du Tourisme.

Elle a été Première ministre de Finlande de 2010 à 2011. Elle fut auparavant Conseillère spéciale pour la politique économique auprès du Premier ministre, ministre du Commerce extérieur et du Développement, ministre des Affaires européennes et ministre de l'Administration publique et des Collectivités locales. Éluë dès l'âge de 26 ans, elle était membre du Parlement de 1995 à 2014, et a également joué un rôle de premier plan au sein de son parti politique, le Parti du Centre finlandais.

Économiste de formation, Mme Kiviniemi a étudié les sciences politiques à l'Université d'Helsinki et est titulaire d'un master en Sciences sociales.



Son Excellence Rupert Schlegelmilch, Ambassadeur et Représentant permanent de l'Union européenne auprès de l'OCDE

M. l'Ambassadeur Rupert Schlegelmilch a pris ses fonctions en qualité de Représentant permanent de l'Union Européenne auprès de l'OCDE le 19 octobre 2016.

Il est né en 1957, et a étudié le droit et les sciences politiques à Fribourg-en-Brisgau et Berlin.

M Schlegelmilch a rejoint le ministère des Affaires étrangères allemand en 1987, où il a travaillé sur les questions environnementales internationales ainsi que sur la Diplomatie culturelle. En 1993, il a rejoint la Direction générale des Relations extérieures de la Commission européenne. De 1998 à 2003 il s'est occupé des questions de l'OMC au sein de la Commission européenne à Genève, pour ensuite être en charge du travail sur le Commerce et le Développement durable ainsi que sur les Relations avec la société civile à Bruxelles.

De 2002 à 2006, M. Schlegelmilch était en charge des relations bilatérales de l'UE avec la Chine, et plus tard des relations commerciales avec les Amériques, l'Asie du Sud ainsi que la Corée et les pays de l'ASEAN.

De 2011 jusqu'à sa nomination en qualité de Représentant permanent de l'Union Européenne auprès de l'OCDE, M. Schlegelmilch était Directeur du Commerce extérieur pour les Services, les Investissements, les Marchés publics ainsi que la Protection des droits de propriété intellectuelle. Il était également négociateur en chef de l'UE pour les accords de libre-échange entre l'UE et Singapour ainsi que l'UE et l'Ukraine, et pour les accords de libre-échange actuellement en cours entre l'UE et le Mercosur.



Son Excellence Michelle d'Auray, Ambassadeur et Représentante permanente du Canada auprès de l'OCDE

Mme l'Ambassadeur Michelle d'Auray a pris ses fonctions en qualité de Représentante permanente du Canada auprès de l'OCDE le 21 janvier 2015.

Mme d'Auray possède une expérience vaste et variée au sein du gouvernement, ayant occupé des postes à titre de sous-ministre pendant plus de dix ans. Avant sa nomination à titre d'Ambassadeur, Représentante permanente du Canada auprès de l'OCDE, Mme d'Auray était sous-ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada de 2012 à 2015. Ce ministère est responsable de la grande majorité des approvisionnements et de la gestion des actifs et du portefeuille immobilier du gouvernement du Canada.

De 2007 à 2012, elle a été la première femme Secrétaire du Conseil du Trésor, responsable du système de gestion des dépenses de l'ensemble du gouvernement, où elle a piloté l'examen complet des dépenses du gouvernement, Dirigeant principal des ressources humaines du gouvernement du Canada, dont elle a créé le rôle et le bureau en 2009, et sous-ministre des Pêches et Océans Canada.

Mme d'Auray a débuté sa carrière professionnelle en présidant, de 1985 à 1989, ce qui était à l'époque le principal groupe de défense des industries culturelles et des artistes du Canada. Mme d'Auray a entamé sa carrière à la Fonction publique en 1990, à l'Office national du film du Canada en tant que directrice des Affaires générales, de la Distribution et des Communications, puis occupé divers postes d'importance dans le domaine des communications et du commerce électronique. Elle a dirigé, de 2000 à 2004, l'initiative Gouvernement en direct au Secrétariat du Conseil du Trésor, qui a fait du Canada un leader mondial en prestation de services électroniques.



Son Excellence Irena Sodin, Ambassadeur et Représentante permanente de la Slovénie auprès de l'OCDE

Mme l'Ambassadeur Irena Sodin a pris ses fonctions en qualité de Représentante permanente de la Slovénie auprès de l'OCDE le 13 février 2017.

Elle est diplômée de l'Université de Ljubljana en économie, et a participé au programme de développement de la Banque Mondiale destiné aux dirigeants à l'Université Harvard en 1999 ainsi qu'à l'*International Visitor Leadership Program* du département d'État américain en 2003.

En 1983, Mme Sodin a rejoint Ljubljanska banka, la plus grande banque slovène, en tant que membre du Département des crédits à l'exportation, promouvant les exportateurs slovènes essentiellement sur les marchés occidentaux. En 1996, Mme Sodin rejoint le ministère des Finances où elle a occupé plusieurs postes de haut niveau : de 1997 à 2001, conseillère principale et sous-secrétaire d'État au sein du Bureau du ministre et du département International ; de 2001 à 2005, chef du département International ; de 2001 à 2005, membre du Conseil administratif de la Banque de développement du Conseil de l'Europe, puis Vice-Présidente et Présidente du Conseil du Centre d'excellence en finance.

De 2005 à 2014, elle rejoint la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en tant que conseillère et administratrice suppléante du Bureau du groupe de vote composé de la Belgique, du Luxembourg et de la Slovénie.

De 2014 à sa nomination actuelle, Mme Sodin était secrétaire d'État au ministère des Finances ainsi que membre du Comité économique et financier pour la Slovénie auprès de l'UE.



Marcos Bonturi, Directeur de la Direction de la gouvernance publique, OCDE

Marcos Bonturi est le Directeur de la gouvernance publique de l'OCDE (GOV). GOV travaille avec les gouvernements pour les aider à concevoir et mettre en œuvre des politiques stratégiques, innovantes et fondées sur des données probantes pour renforcer la gouvernance publique, leur permettant de réagir efficacement aux défis économiques, sociaux et environnementaux, et de respecter leurs engagements vis-à-vis des citoyens. Sous la conduite de M. Bonturi, la Direction travaille avec un grand nombre de pays non membres et collabore avec des partenaires sociaux, des institutions multilatérales, des ONG et d'autres parties prenantes pertinentes pour développer des données empiriques et identifier les bonnes pratiques.

Il a rejoint l'OCDE en 1990, occupant divers postes de haut niveau, notamment Directeur des relations mondiales et Directeur adjoint du Cabinet du Secrétaire général. Il a travaillé dans plusieurs Directions de l'OCDE, y compris le Centre de développement ; la Direction des échanges ; le Département des Affaires économiques ; et la Direction des sciences, de la technologie et de l'industrie. Plus récemment, il a été Représentant spécial de l'OCDE auprès des Nations Unies à New York, où il a promu des liens plus étroits entre l'OCDE et différentes parties de la famille des Nations Unies.

Avant de rejoindre l'OCDE, M. Bonturi a travaillé pendant trois ans à la Banque interaméricaine de développement (1987-1990) en tant qu'économiste au Département du développement social et économique. Il est ingénieur diplômé de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, est titulaire d'une maîtrise en économie et a également entrepris un doctorat en Économie des politiques commerciales et du développement à l'Université du Maryland.



Jean-Eric Paquet, Secrétaire général adjoint, Commission européenne

Jean-Eric Paquet a été nommé Secrétaire général adjoint de la Commission européenne en novembre 2015. Il est chargé de l'Amélioration de la réglementation et de la Coordination des politiques (gouvernance économique, marché interne et compétitivité, efficacité des ressources et emploi, éducation et politiques sociales).

M Paquet a débuté sa carrière à la Commission européenne en 1993, à la Direction générale de la Mobilité et des Transports. En 1999, il rejoint le bureau du Membre de la Commission européenne en charge de l'Élargissement, puis devient en 2002 chef adjoint du bureau du Membre en charge de la Politique de recherche. Il a été Ambassadeur de l'UE auprès de la République islamique de Mauritanie entre 2004 et 2007, avant de retourner au transport pour diriger le développement de la politique de Réseau transeuropéen de transport. En tant que Directeur du « Réseau européen de mobilité », il était chargé de la politique européenne d'infrastructure de transport et des stratégies d'investissement.

Il a rejoint la DG NEAR en novembre 2013, à la Direction chargée des relations avec l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Kosovo, ajoutant par la suite le Monténégro et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine à son portefeuille.



Marco Steinberg, Fondateur, Snowcone & Haystack

Marco Steinberg est le fondateur et PDG de Snowcone & Haystack, un cabinet de conception stratégique finlandais qui aide les gouvernements à innover. M. Steinberg s'intéresse profondément à la manière d'aider les administrations à se transformer pour relever les défis du XXI^e siècle.

Avant de créer Snowcone & Haystack, il était Directeur de la conception stratégique à l'agence de l'innovation finlandaise Sitra (2008-2013). Il y a dirigé les capacités de conception stratégique de Sitra, créant un portefeuille d'initiatives pour répondre de manière systématique au besoin aigu d'amélioration stratégique dans le secteur public, qui comprenait Helsinki Design Lab (HDL), une initiative mondiale destinée à répondre aux nécessités actuelles de restructuration et de transformation à grande échelle.

Avant de travailler chez Sitra, il était Professeur associé à la Harvard Design School (1999-2009). Pendant ses cinq dernières années à Harvard, il a mené le projet Stroke Pathways, une initiative dans le domaine de la santé visant à restructurer la prise en charge des accidents vasculaires cérébraux aux États-Unis. Il a beaucoup publié sur la conception, l'innovation et les transformations du secteur public, et travaillé avec une grande variété d'institutions et d'organisations au niveau international.

Actuellement, il est également membre du Comité de direction du Musée de l'architecture finlandaise et conseiller pour les Initiatives collaboratives du MIT, Institut de technologie du Massachusetts, États-Unis.



Edwin Lau, Chef de Division, Réforme du secteur public, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial, OCDE

Edwin Lau est Chef de la Division de la Réforme du secteur public à la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE. Sa division aide les pays à améliorer la réactivité de leur administration et leurs relations avec leurs citoyens et entreprises par un travail sur l'innovation dans le secteur public, l'administration en ligne, les données ouvertes, la gestion des ressources humaines, et la gestion des risques. Il supervise notamment la publication statistique Panorama des administrations publiques, ainsi que l'Observatoire de l'innovation dans le secteur public (OISP). Citoyen américain, il a travaillé au Bureau de la gestion et du budget des États-Unis dans les années 1990.

Avant d'être nommé Chef de Division à l'OCDE, Edwin était Chef adjoint de la Division Budget et Dépenses publiques, où il était chargé des questions de transparence du budget, de la budgétisation fondée sur les performances, du budget dans le domaine de la santé, et de la réforme des institutions fiscales. Il a fondé le Programme d'Examens de la gouvernance publique en 2007, et travaillé étroitement avec le Cabinet du Premier ministre irlandais, le Bureau du gouvernement (Chancellerie) de l'Estonie et le ministère finlandais des Finances pour apporter des conseils sur la modernisation du secteur public dans ces pays.

Il a également créé et dirigé le projet de l'OCDE sur l'administration en ligne de 2000 à 2007. Edwin est titulaire d'un diplôme de Master de la Harvard Kennedy School of Government ainsi que d'un diplôme d'études approfondies de Sciences Po Paris.



Jan Walliser, Vice-Président pour la Croissance équitable, la Finance et les Institutions, Banque mondiale

Jan Walliser est, depuis le 1^{er} juillet 2015, Vice-Président des Pratiques mondiales à la Banque mondiale, qui couvrent les domaines suivants : Finance et Marchés, Gouvernance, Macroéconomie et Gestion fiscale, Pauvreté, Échanges et Compétitivité. Il est chargé d'assurer des prêts de haute qualité ainsi que des services d'analyse et de conseil en adéquation avec les demandes des pays et en collaboration avec les équipes régionales.

Avant d'exercer sa fonction actuelle, M Walliser était Directeur de la Stratégie et des Opérations de la région Afrique au sein de la Banque mondiale, apportant son concours au Vice-Président régional pour proposer une direction stratégique ainsi qu'un encadrement opérationnel aux équipes travaillant dans 48 pays d'Afrique sub-saharienne. Précédemment, il a géré une équipe d'économistes travaillant sur le Nigéria et les pays d'Afrique centrale et de l'Ouest pour conseiller les gouvernements au sujet des politiques macroéconomiques, et a soutenu l'allégement de la dette.

Avant de rejoindre la Banque mondiale en 2002, il était économiste au Fonds monétaire international et analyste en chef au Bureau budgétaire du Congrès américain, où il s'est intéressé à l'analyse de la réforme des retraites et de la réforme fiscale.

M Walliser a publié dans de nombreuses revues professionnelles d'économie sur les aspects intergénérationnels de la politique fiscale, la réforme fiscale, la réforme des retraites et l'efficacité de l'aide. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de Boston en 1998, et diplômé d'économie de l'Université de Kiel, Allemagne, en 1993.



Christian Kastrop, Directeur de l'Unité des études politiques, Département des Affaires économiques, OCDE

Christian Kastrop est Directeur de l'Unité des études politiques au Département des Affaires économiques de l'OCDE.

Il était précédemment Directeur général adjoint du Département de l'Économie et de la Stratégie et Directeur de la Direction des Finances publiques, des Politiques macroéconomiques et de la Recherche au ministère fédéral des Finances à Berlin, Allemagne.

En 1989, M Kastrop a rejoint le ministère des Finances et a occupé les postes suivants : Économiste en chef ; Directeur de la Division Presse et Communication ; Directeur de la Division des Politiques fiscales ; Directeur de la Direction des Finances publiques ; Directeur de la Direction de l'UEM ; et Directeur de la Direction des Affaires internationales au sein du ministère.

De 2008 à 2014, il a été Président du Comité de Politique économique des ministres des Finances européens (ECOFIN-CPE), du CPE-Eurogroupe et du Réseau des Hauts responsables du budget (HRB) de l'OCDE sur la performance et les résultats.

M Kastrop a étudié l'économie et la psychologie à l'Université de Cologne et à l'Université d'Harvard, Cambridge, Massachusetts. Il a obtenu en 1998 un doctorat à l'Université de Cologne, où il a travaillé en tant qu'économiste et professeur de 1984 à 1989.

M Kastrop enseigne les finances publiques/l'élaboration des institutions et la politique fiscale à l'Université libre de Berlin et à la Hertie School of Governance, Berlin.



Alberto Alemanno, Directeur, The Good Lobby et Titulaire de la Chaire Jean Monnet de droit européen, HEC Paris ; Professeur de droit, Faculté de droit de NYU à Paris ; Directeur, The Good Lobby

Alberto Alemanno est universitaire, lobbyiste citoyen et entrepreneur civique. Il a fondé et dirige la start-up citoyenne [The Good Lobby](#), qui met en relation des universitaires et experts avec des ONG afin de faire entendre leur voix.

M Alemanno est titulaire de la Chaire Jean Monnet de droit européen et régulation du risque, ainsi que directeur scientifique de la Clinique de droit européen fondée par HEC Paris et la Faculté de droit de l'Université de New York.

Il conseille des ONG, des gouvernements et des institutions internationales à travers le monde sur des questions de droit de l'Union européenne, de coopération réglementaire internationale, de commerce international et de droit de la santé publique, ainsi qu'en matière de politiques publiques fondées sur des données.

Il est le rédacteur en chef du *European Journal of Risk Regulation*, membre du Comité éditorial du *Journal of Consumer Policy* et de celui de la *Revue du Droit de l'Union Européenne*.

M Alemanno détient des Masters en droit de la Harvard Law School et du Collège d'Europe ainsi qu'un doctorat en droit international de l'économie de l'Université Bocconi. Il a été professeur invité dans de nombreuses universités à travers le monde, et a été nommé en 2015 Jeune leader mondial par le Forum économique mondial. Alberto a publié de nombreux livres et articles sur l'amélioration de la réglementation, la régulation des risques, le droit de l'alimentation, et le *Nudge* et le droit.



Katarína Mathernová, Directrice générale adjointe, Direction générale pour la Politique européenne de voisinage et les négociations d'élargissement

Katerina Mathernová est Directrice générale adjointe de la Direction générale pour la Politique européenne de voisinage et les négociations d'élargissement (DG NEAR), chargée des relations avec les Pays du partenariat oriental, les institutions financières internationales, et des questions relatives aux migrations/réfugiés.

Entre janvier et août 2015, Mme Mathernová était Conseillère hors classe à la Direction générale de la Politique régionale (DG REGIO), chargée du développement économique et des réformes structurelles dans le États membres, et dirigeait l'Initiative en faveur des régions en situation de retard structurel. En tant que Directrice générale adjointe de la DG REGIO, elle était chargée du développement, de la coordination et de la communication des politiques régionales de 2007 à 2010, et de la négociation et mise en œuvre des programmes de politique régionale en Belgique, Espagne, Estonie, Finlande, France, Irlande, Luxembourg et République tchèque de 2005 à 2007.

Hors des institutions européennes, elle a travaillé à la Banque mondiale en tant que Conseillère principale, assurant la liaison à haut niveau avec la Commission européenne (2010-2014), et de Spécialiste du développement du secteur privé au Service-conseil pour l'investissement étranger (2002-2005).

De 1999 à 2002, elle était Conseillère en chef pour les institutions et les politiques au Bureau du Premier ministre adjoint pour les Affaires économiques de la République de Slovaquie.

Mme Mathernová est membre du Barreau de New York et titulaire d'un Master de droit de l'Université du Michigan, ainsi que d'un doctorat de droit de l'Université Comenius à Bratislava. Au cours de sa carrière juridique, elle a été associée principale et a tenu des fonctions de conseil dans les domaines du droit international et du droit des affaires (1989-1999).



Pia Gjellerup, Directrice, Centre national danois pour l'innovation dans le secteur public

Pia Gjellerup est Directrice du Centre national danois pour l'innovation dans le secteur public (COI), fondé en 2014, qui travaille dans tous les niveaux de l'administration publique. Le COI contribue à renforcer l'efficacité du secteur public et à améliorer la qualité des produits et services publics grâce à l'innovation.

Avocate de formation et de profession, elle a une expérience de la politique ainsi que de l'administration. En politique, elle a été membre du Conseil municipal de Frederiksberg, membre du Parlement, et a occupé trois fonctions ministérielles : ministre de la Justice (janvier à mars 1993), ministre du Commerce et de l'Industrie (mars 1998-décembre 2000) et ministre des Finances (décembre 2000-novembre 2001).

Dans l'administration, Mme Gjellerup a fait l'expérience du développement du secteur public en tant que directrice politique de DJØF, une organisation qui représente environ 90 000 universitaires travaillant à tous les niveaux du secteur privé ou public, ainsi que dans sa fonction actuelle, Directrice du Centre national danois pour l'innovation dans le secteur public (COI). Le partage des connaissances et la motivation des différents acteurs pour développer le secteur public afin que les employés travaillent au mieux et que les citoyens reçoivent les meilleurs services possibles, sont au cœur de l'engagement de Pia Gjellerup.



Dr. Sylwia Spurek, Commissaire aux Droits de l'homme adjointe pour l'Égalité de traitement, Médiateur de Pologne.

Le 22 septembre 2015, Mme Spurek, Docteur en droit, conseillère juridique et législatrice, a été nommée Commissaire aux Droits de l'homme adjointe pour l'égalité de traitement.

Mme Spurek a cofondé la Fondation Governance Clinic, et est engagée pour la protection des droits de l'homme depuis 1999. Elle est aussi membre du Programme de bourses juridiques et participe à l'International Women's Human Rights Clinic (Université de la Ville de New York, 2000).

Entre 2002 et 2005, Mme Spurek était avocate au sein du Secrétariat d'État plénipotentiaire pour l'égalité de statut entre les hommes et les femmes et elle a participé à la rédaction de la première loi de prévention des violences domestiques. Elle a été conseillère au Bureau du Premier ministre (Département juridique) jusqu'en 2014, puis a occupé la fonction de Chef adjoint du Bureau d'État plénipotentiaire pour l'Égalité de traitement (jusqu'à juin 2015). Entre 2008 et 2015, Mme Spurek était membre de l'Unité chargée des questions relatives à la Cour européenne des droits de l'homme au sein du ministère des Affaires étrangères et, entre 2010 et 2012, elle était représentante du Bureau du Premier ministre auprès du Comité de la protection des droits. Elle est professeur universitaire d'Études de genre à l'Université de Varsovie et d'Études sur la parité hommes-femmes à l'Académie polonaise des sciences. Elle est également experte certifiée en aide aux victimes de violence domestique (Ligne nationale d'urgence pour les victimes de violence domestique - « Ligne bleue ») ; Auteure de nombreuses publications sur la violence domestique et les questions d'égalité de traitement et de discrimination. Membre de la Société polonaise de loi anti discrimination et de la Société polonaise de législation, Mme Spurek est spécialiste de législation, de lobbying et plaidoyer, et d'accès à l'information publique.



Calliope Spanou, Professeur d'Administration publique à l'Université nationale et capodistrienne d'Athènes ; ancienne Médiatrice de Grèce

Calliope Spanou est Professeur de Sciences administratives – Administration publique à l'Université d'Athènes. Elle a occupé la fonction de Médiatrice nationale de Grèce (2001-2015) et de Médiatrice adjointe (2003-2011). Elle a enseigné dans les Universités d'Amiens, Paris II et Versailles.

Mme Spanou a été conseillère auprès du ministre de l'Intérieur et de l'Administration publique et du Centre national de l'Administration publique, et consultante pour le Programme SIGMA de l'OCDE. Elle a également été membre du Comité de direction du Groupe européen pour l'administration publique (GEAP) (2003-2007), et présidente de l'Association hellénique des sciences politiques (2002-2004).

Elle est titulaire d'un doctorat de l'Université d'Amiens, France, et ses domaines de recherche incluent la réforme de l'administration et de la fonction publique, la politique publique et l'eupéanisation, la démocratie et les relations entre l'administration et les citoyens.

Parmi les publications récentes dont Mme Spanou est auteure, on peut citer : « Administrative Reform and Policy Conditionality in Greece », *Administration and Public Employment Review* (2015) ; « La Haute fonction publique et la crise : la permanence du provisoire », *Revue française d'administration publique* (2014) ; « Élités administratives et crise : Quelles perspectives pour la haute fonction publique en Grèce ? », *Revue internationale des sciences administratives* (2014).



Gianni Buquicchio, Président de la Commission de Venise, Conseil de l'Europe

Gianni Buquicchio est Président de la Commission de Venise. Il a été élu à cette fonction en 2009, puis réélu en 2011, 2013 et 2015.

Il a travaillé au Conseil de l'Europe de 1971 à 2009. Il a été responsable de plusieurs Comités d'experts intergouvernementaux dans le domaine du droit administratif, du droit international, de la circulation des personnes, de la protection des données etc., et a contribué à l'harmonisation du droit européen par l'élaboration de nombreux traités internationaux et recommandations. Il a également été responsable des Conférences européennes des ministres de la Justice, et du Service du Conseil juridique et du Bureau des Traités au Conseil de l'Europe.

M. Buquicchio a contribué à la création (1990) et au développement de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), en assurant la conception et le suivi de projets concernant les réformes constitutionnelles et la mise en place d'institutions démocratiques en Europe et au-delà.

Fin 2009, il a quitté le Conseil de l'Europe et a été élu Président de la Commission de Venise.

En 1968, il a obtenu (*cum laude*) le titre de Docteur en droit à l'Université de Bari où il a enseigné le droit international public jusqu'en 1971.

M. Buquicchio est titulaire de nombreux doctorats honorifiques et a reçu beaucoup de décorations et récompenses au cours de sa carrière.



Bernard Brunet, Chef d'unité à la Commission européenne (DG Politique européenne de voisinage et Négociations d'élargissement)

Bernard Brunet est actuellement Chef de l'Unité « Soutien thématique, Suivi et Évaluation » de la Commission européenne (DG Politique européenne de voisinage et Négociations d'élargissement). Cette Unité accueille un centre d'expertise thématique sur la réforme de l'Administration publique, et travaille sur l'élaboration des politiques. Elle soutient les équipes de la Commission travaillant dans les pays candidats à l'élargissement et ceux du voisinage européen. Elle participe également au dialogue politique dans ce domaine.

Avant de rejoindre la DG NEAR, M Brunet était membre du Cabinet du Commissaire Füle en charge de l'élargissement et de la politique de voisinage de 2011 à 2014. Ses responsabilités couvraient notamment la Politique européenne de voisinage et les relations avec les pays sud-méditerranéens. Entre 2002 et 2011, il a travaillé sur les relations avec les pays du Maghreb au sein du Service européen pour l'action extérieure et de la DG Relations extérieures de la Commission européenne, et a occupé un poste dans la Délégation de la Commission en Tunisie. Avant 2002, il a travaillé au sein du département des Affaires économique et financières de la Commission, notamment sur les questions économiques liées à l'élargissement, et sur les questions de finance internationale.



Karen Hill, Chef du Programme SIGMA, OCDE

Karen Hill a été nommée Chef du Programme SIGMA en novembre 2011. SIGMA est une initiative conjointe de l'OCDE et de l'Union européenne, destinée à soutenir les gouvernements et leur administration publique dans le domaine de la réforme de la gouvernance publique. SIGMA travaille avec les pays candidats et potentiellement candidats, ainsi qu'avec les pays du Voisinage européen.

Elle a précédemment occupé plusieurs postes pour le gouvernement britannique, à l'élaboration des politiques, la gestion de projets et la gestion financière. Elle a été Directrice au Better Regulation Executive, fonction dans laquelle elle a :

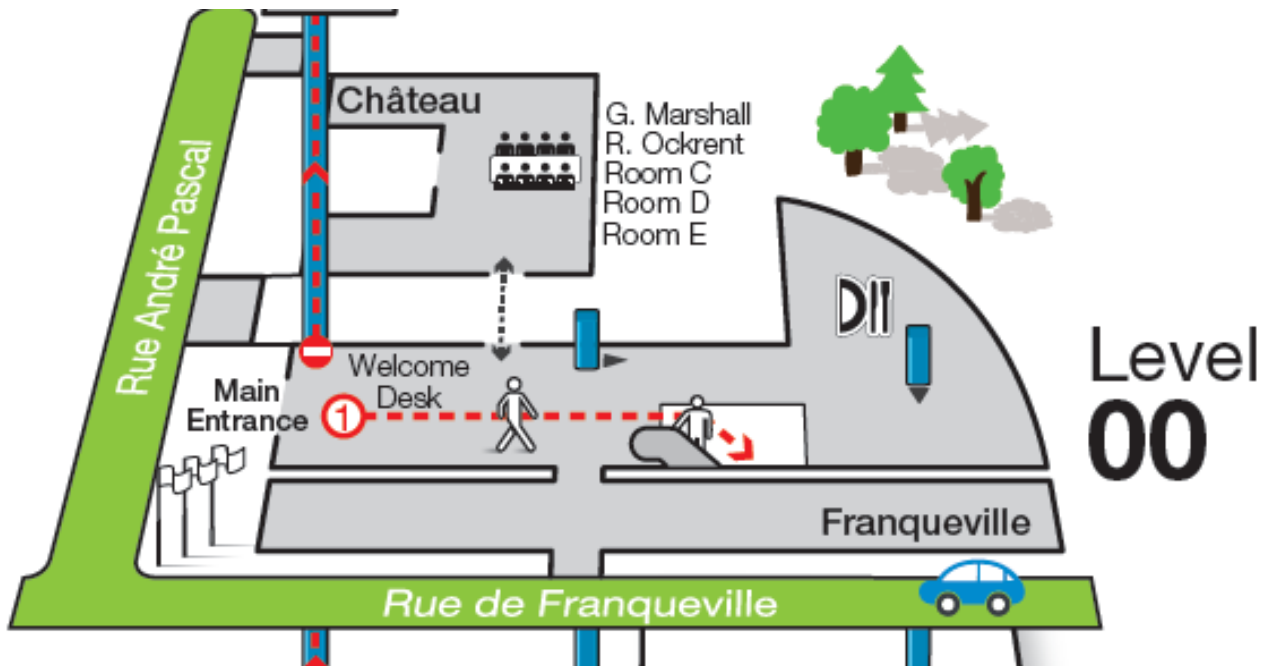
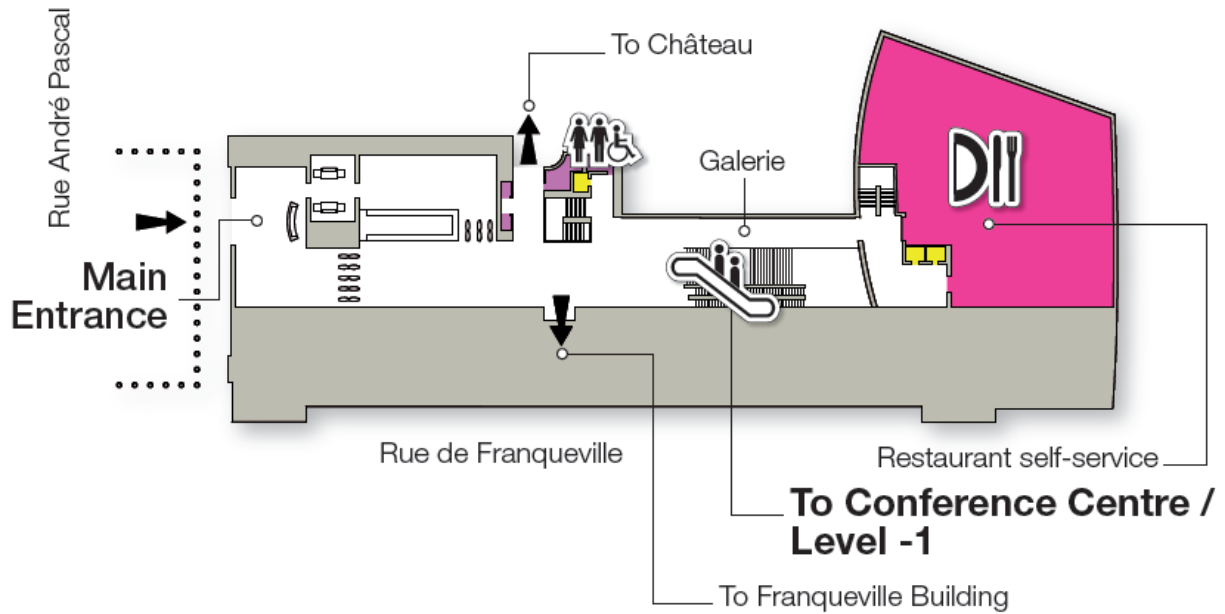
- Été responsable de l'amélioration de la mise en conformité des ministères avec les Analyses d'impact réglementaire, avec un taux de conformité de 97 % en deux ans ; puis s'est concentrée sur l'amélioration des rapports d'AIR, en mettant l'accent sur l'analyse et l'élaboration de politiques fondées sur des données ;
- Dirigé les projets du Royaume-Uni visant à mesurer le poids administratifs des réglementations pour les entreprises, utilisant la Méthode des coûts standard pour permettre de fixer des objectifs de réductions de 25 % et publier des programmes annuels de simplification ;
- Élaboré et mené des initiatives pour rationaliser le contrôle et l'application de la réglementation par les administrations centrale et locales. En visant à améliorer l'environnement réglementaire des entreprises, Karen a mis en place un Code de pratique statutaire pour les régulateurs ainsi que des rapports d'évaluation de la performance des régulateurs.

Depuis Mme Hill a quitté la Fonction publique britannique, elle a participé à des projets de réforme de l'administration publique et de renforcement des capacités dans de nombreux pays, notamment la Croatie, la Turquie, la Bulgarie, la Jordanie, l'Afrique du Sud, le Mexique et le Vietnam.

Plans du centre de conférences OCDE



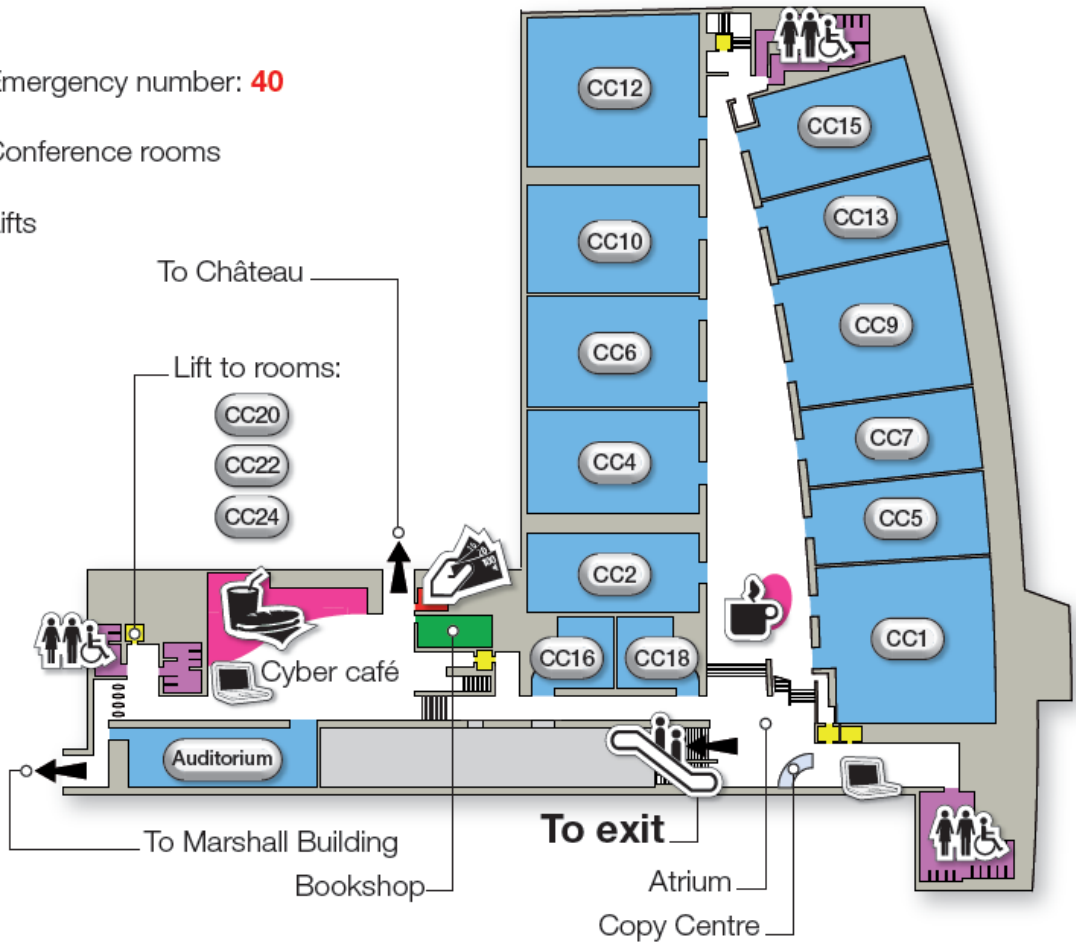
Main reception
Level 0



 Emergency number: **40**

 Conference rooms

 Lifts



OCDE/SIGMA
2 rue André Pascal
75775 Paris Cedex 16
France

mail to: sigmaweb@oecd.org
Tél: +33 (0) 1 45 24 82 00

www.sigmaweb.org